



Réouverture à sens unique du passage de Rafah : l'Égypte refuse de servir le "déplacement" de la population palestinienne

Description

Plusieurs pays dénoncent l'annonce faite par Israël d'une prochaine ouverture à sens unique du poste-frontière de Rafah comme un projet de déplacement forcé des Palestiniens de Gaza.

Par Agence Média Palestine, le 8 décembre 2025



« Il est difficile de considérer cette déclaration sur le passage de Rafah comme une mesure visant à rétablir la liberté de mouvement des Palestiniens et non de la restreindre », résumait mercredi Hani Mahmoud, journaliste d'Al Jazeera, en direct de la ville de Gaza. « Elle vise à réduire la mobilité des Palestiniens, car elle ne garantit pas leur retour après leur expulsion de Gaza. Elle accélère plutôt le processus de dépeuplement de la bande de Gaza. »

L'unité militaire israélienne de Coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) a annoncé mercredi 3 décembre que le point de passage de Rafah, qui relie Gaza à l'Égypte, serait réouvert dans le sens des sorties.

Alors qu'Israël bloque l'entrée de camions humanitaires dans la bande de Gaza en violation de ses engagements dans le cadre du plan de Trump entré en vigueur le 10 octobre dernier, l'annonce de l'ouverture du passage « exclusivement pour permettre aux résidents de la bande de Gaza de se rendre en Égypte » soulève de vives critiques : elle contrevient au principe de droit au retour des Palestiniens et susciterait un déplacement massif de population.

De nombreux analystes alertent depuis des mois que le principe de « départ volontaire » est nécessairement biaisé à Gaza, car Israël y a détruit les infrastructures vitales et y poursuit sa campagne militaire génocidaire malgré l'accord en vigueur.

L'Égypte dément tout accord

Depuis sa prise d'assaut par Israël en mai 2024, le passage de Rafah a été entièrement fermé, sauf de rares exceptions. Avant cela, il constituait le principal point de sortie pour les Palestiniens autorisés à quitter la bande de Gaza et un point d'entrée essentiel pour l'aide humanitaire.

Le poste-frontière devait rouvrir en octobre dernier dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu, mais il est resté fermé en raison du non-respect de l'accord par Israël.

Si la COGAT affirmait mercredi matin que « la sortie des résidents par le passage de Rafah sera facilitée grâce à une coordination avec l'Égypte, après approbation sécuritaire par Israël et sous la supervision de la mission de l'Union européenne, à l'instar du mécanisme qui a fonctionné en janvier 2025 », l'Égypte a aussitôt démenti avoir conclu quelque accord avec Israël qui autoriserait un passage à sens unique.

Citant un responsable anonyme, le service d'information de l'État égyptien a affirmé qu'il n'y avait pas de coordination avec Israël concernant la réouverture et que l'Égypte n'accepterait qu'une réouverture dans les deux sens, conformément aux résolutions de l'ONU et à l'accord de « paix » en vigueur.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères a affirmé cette position samedi lors du forum de Doha, déclarant que le poste-frontière ne servirait pas « au déplacement » de la population palestinienne mais « uniquement à acheminer l'aide humanitaire et médicale ».

Les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Turquie, du Qatar, de Jordanie, des Émirats arabes unis, de l'Indonésie et du Pakistan ont par ailleurs délivré un communiqué commun qui s'alarmait vendredi « des déclarations faites par la partie israélienne au sujet de l'ouverture du passage de Rafah dans un seul sens dans le but de transférer les résidents de la bande de Gaza vers l'Égypte ».

« Nous avons vu des informations contradictoires », conclut pour sa part le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric. « Ce que nous voulons, c'est que Rafah soit entièrement ouvert pour le passage des cargaisons humanitaires, pour la circulation des personnes et pour les travailleurs humanitaires. Si les habitants de Gaza, les Palestiniens, veulent partir, ils et elles doivent pouvoir le faire volontairement et librement, sans aucune pression. Et pour les habitants de Gaza qui ont quitté l'enclave il y a quelque temps, s'ils et elles souhaitent revenir, ils et elles doivent pouvoir le faire. »

Évacuations médicales

L'ouverture de ces discussions a néanmoins fait naître l'espoir que des milliers de personnes malades et blessées à Gaza pourront enfin accéder aux soins dont elles ont besoin. Le système de santé de Gaza a été décimé par deux ans de guerre, rendant les interventions chirurgicales avancées inaccessibles.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins 16 500 Palestiniens gravement malades ou blessés nécessitant des soins médicaux vitaux à l'étranger attendent actuellement d'être évacués de Gaza. Elle indique que seuls 235 patients, des enfants pour la plupart, ont été évacués via les points de passage avec Israël depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

L'OMS estime par ailleurs que seuls 8 000 patients palestiniens ont été évacués de Gaza depuis deux ans, alors que le système de santé gazaoui est en état d'effondrement quasi-total.

À ce jour, plus de 30 pays ont accepté d'accueillir des patients, mais la plupart n'en ont accueilli qu'un nombre restreint. L'Italie a accueilli plus de 200 patients, contre 27 pour la France à la fin du mois d'octobre et aucun pour l'Allemagne. Les pays ayant accueilli le plus de patients sont l'Égypte et les Émirats arabes unis.

« Les pays mettent beaucoup de temps à se décider ou à allouer le budget nécessaire pour ces patients, mais [les patients ne peuvent] pas attendre que cette discussion ait lieu », a déclaré Hanan Islem, coordinateur de MSF pour les évacuations médicales depuis Gaza.

date créée
2025/12/08